

Le Maroc confronté à l'immigration clandestine

L'UE pointe du doigt le traitement réservé aux Subsahariens

L'Union européenne ne semble pas satisfaite du traitement réservé par les autorités marocaines aux immigrés illégaux, en particulier ceux qui sont d'origine subsaharienne. Une situation qualifiée par Eneko Landaburu, ambassadeur de l'UE à Rabat, de «problématique» malgré les avancées positives enregistrées par la Royaume dans le domaine des droits de l'Homme.

■ Même jugement de la part d'Abdellatif Dihmane, président de la section locale de l'Association marocaine des droits de l'Homme à Oujda. Selon lui, la situation des immigrés illégaux subsahariens est difficile voire dramatique notamment à Oujda, Nador et Taourirt. «Ces personnes font l'objet de violations graves des droits de l'Homme

et l'AMDH a enregistré au cours des premiers mois de l'année 2012 une série d'atteintes qui en dit long sur le respect par les autorités marocaines de leurs engagements», nous a-t-il précisé.

D'après notre source, les immigrés subsahariens subissent des brimades et parfois des attaques physiques avant d'être arrêtés et extradés vers les frontières. Pire, le Maroc n'hésite pas à extradier des mineurs, des femmes enceintes ainsi que certains demandeurs de l'asile politique. «Ce qui est une atteinte grave aux conventions internationales et aux lois nationales notamment la loi 02-03 relative à l'entrée et à la résidence des étrangers au Maroc», a-t-il ajouté.

Pourtant, le président de l'AMDH-section Oujda relativise ses propos en précisant que depuis

l'attaque par les forces de l'ordre des abris de ces immigrés en mars dernier à Oujda, la situation semble se stabiliser. «Beaucoup de choses ont changé depuis. On assiste moins à des violations graves des droits de l'Homme. L'ensemble des enquêtes de terrain et des rapports faits sur place démontrent que ces atteintes sont de plus en plus rares», nous-t-il déclaré avant d'ajouter : «Toutefois, il ne faut pas oublier que les atteintes aux droits des immigrés n'est pas une exclusivité des seules autorités marocaines. Les autorités espagnoles et algériennes sont également responsables de pareilles violations». A ce propos, notre interlocuteur estime qu'il est temps de mettre fin à l'approche sécuritaire au profit d'une politique globale et intégrée qui prenne en compte le respect total les droits de l'Homme. Des

propos qui sonnent fort en particulier dans un contexte où le Maroc s'est transformé d'un pays de transit vers l'Europe en destination pour les Subsahariens qui cherchent de meilleures conditions de vie.

Un rapport publié par le Centre Jacques Berque pour le développement des sciences humaines et sociales (CJB) et la coopération internationale Sud-Sud a souligné l'intérêt croissant des immigrants africains pour le Maroc en tant que destination plutôt que comme une halte sur le chemin des pays européens, notamment l'Espagne. En effet, la plupart de ces immigrants africains décident de s'installer au Maroc après avoir échoué dans leurs entreprises de traversée du Détroit de Gibraltar.

HASSAN BENTALEB